



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2025216-0001

Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la modification des stockages déportés et des équipements sur site, de l'unité de valorisation du biogaz exploitée par la société PANAIS ÉNERGIE sur le territoire de la commune de THENNELIERES

Le Préfet de l'Aube,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 181-14, L. 214-1 à L. 214-3, L. 511-1, L. 511-2 et R. 181-46 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), fixée à l'article L. 511-2 du code de l'environnement ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE, préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment la section IV relative à l'épandage ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature des ICPE annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de méthanisation soumises à autorisation selon les dispositions prévues au point II de l'article 53 pour les installations existantes ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 définissant le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (PAN) consolidé au 20 septembre 2018 ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 août 2018 établissant le 6^{ème} programme d'actions régional (PAR), en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Grand-Est ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2022329-0001 du 25 novembre 2022 relatif à l'augmentation en capacité d'une unité de méthanisation par la société PANAIS ÉNERGIE sur le territoire de la commune de THENNELIERES ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°PCICP2023129-0002 du 9 mai 2023 relatif à la demande de création d'une plateforme supplémentaire de stockage d'intrants végétaux et de modification de la provenance du gisement des intrants de la société PANAIS ÉNERGIE sur le territoire de la commune de THENNELIERES ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à Monsieur Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU les actes antérieurement délivrés à la société PANAIS ÉNERGIE pour l'établissement qu'il exploite sur le territoire de la commune de THENNELIÈRES, et notamment le récépissé de déclaration du 20 mars 2013, l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BENV2017143-0002 du 23 mai 2017 et l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2020077-0002 du 17 mars 2020 ;

VU le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la région Grand Est approuvé par le conseil régional le 17 octobre 2019 ;

VU le porter-à-connaissance du 7 janvier 2025 portant sur la mise en place d'équipements de valorisation du biogaz et la modification des équipements de stockage du site ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection du 22 janvier 2025 ;

VU le courrier recommandé du 7 février 2025 avec accusé de réception du 13 février 2025, transmettant le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires à la société PANAIS ÉNERGIE et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

VU l'absence de remarques de l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que le porter-à-connaissance relatif à l'installation d'une unité de valorisation du biogaz, la modification des stockages déportés et équipements démontre que le projet présenté par la société PANAIS ÉNERGIE n'est pas substantiel au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ce dossier n'a pas fait apparaître d'augmentation du niveau de risque sur ce site ;

CONSIDÉRANT toutefois, que ces modifications doivent être encadrées par des mesures que spécifie le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 du code de l'environnement inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation

La société PANAIS ÉNERGIE, dont le siège social est situé « Ferme de Panais » à THENNELIERES (10410), dénommée ci-après l'exploitant, est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations situées sur le territoire de la commune de THENNELIERES, à l'adresse Route du 14 juillet, autorisées par l'arrêté préfectoral n° BENV2017143-0002 du 23 mai 2017 et les arrêtés préfectoraux complémentaires n° PCICP2022329-0001 du 25 novembre 2022 et n° PCICP2023129-0002 du 9 mai 2023 susvisés, modifiés et complétés par l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Conception des installations

Les dispositions de l'article 6.11 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2022329-0001 du 25 novembre 2022 sont remplacées par :

« Les capacités d'entreposage des matières sortantes sont réparties de la manière suivante :

- 1 cuve de digestat brut de 4 423 m³ de volume utile ;
- 1 aire de stockage du digestat solide de 200 m², soit 600 m³ ou 480 t, sous bâtiment ;
- 1 poche de 1 000 m³ pour la gestion du digestat liquide sur site ;
- 2 lagunes de stockage déporté de digestat de 7 500 m³ chacune (à 1,2 km du site) ;
- 2 cuves de 50m³ de CO₂ liquide sur site ».

Article 3 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié à la directrice de la société PANAIS ÉNERGIE.

Il est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de THENNELIERES pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de THENNELIERES dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – Pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **04 AOUT 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.